

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

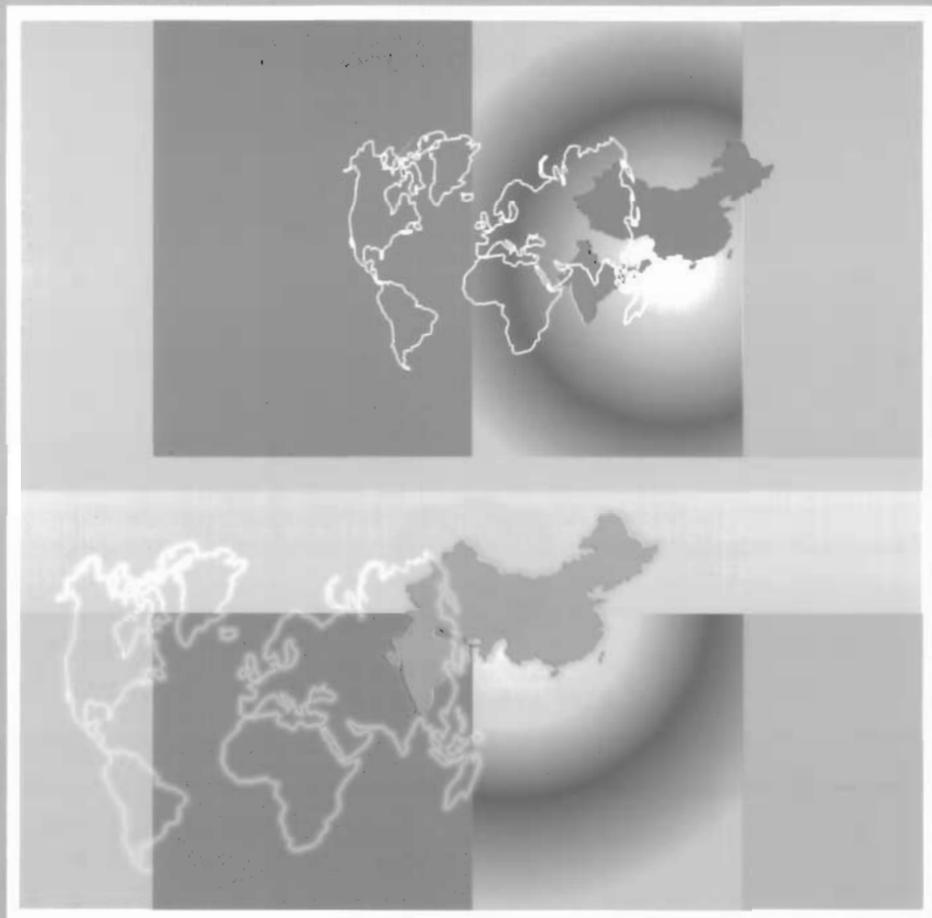
RAPPORT SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT, 2005

APERÇU GÉNÉRAL



NATIONS UNIES

EMBARGO
Le présent document ne doit pas
être cité ou résumé par la presse,
la radio, la télévision ou des
médias électroniques avant le
2 septembre 2005 à 17 heures TU.



APERÇU GÉNÉRAL

Si l'on considère l'évolution récente de l'économie mondiale dans l'optique des objectifs de développement du Millénaire, on constate – et c'est là une bonne nouvelle – qu'en 2004 les pays en développement ont connu une croissance rapide et plus générale qu'elle ne l'avait été depuis bien des années. En Chine et en Inde, pays qui comptent le plus grand nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue, le revenu par habitant a poursuivi sa forte progression. L'Amérique latine est sortie de sa grave crise économique et a renoué avec une croissance plus vive, activée par l'essor des exportations. En Afrique, la croissance a de nouveau dépassé 4,5 % en 2004 et l'on prévoit que dans de nombreux pays du continent elle sera relativement vigoureuse à court terme, grâce à la fermeté de la demande de certains produits primaires. Mais il y a aussi une mauvaise nouvelle: même avec des taux proches de 5 % en Afrique subsaharienne, la croissance ne sera pas suffisante pour permettre d'atteindre les objectifs de développement du Millénaire, et les perspectives pour 2005, assombries par des déséquilibres mondiaux qui vont s'accroissant, laissent présager un ralentissement dans les pays développés, qui se répercutera sur les pays en développement.

Depuis le début du nouveau Millénaire, la Chine et l'Inde commandent de plus en plus le cours de l'économie mondiale. Leur croissance rapide a eu des effets d'entraînement sur beaucoup d'autres pays en développement, transformant l'Asie de l'Est et du Sud en nouveau pôle d'expansion. Leur essor a modifié la physionomie de l'interdépendance mondiale, avec notamment une amélioration des perspectives pour les exportateurs de produits primaires, une augmentation du commerce entre les pays en développement et de leurs exportations de capitaux vers les pays développés, mais aussi une intensification de la concurrence sur les marchés mondiaux pour certains types d'articles manufacturés.

prennent part à la croissance des revenus. Celle-ci doit avoir une large assise si l'on veut triompher plus rapidement de la pauvreté et amener l'ensemble de la société à accepter les changements requis; la hausse des salaires dans tous les secteurs de l'économie, parallèlement à l'augmentation de la productivité, est également essentielle pour stimuler la consommation intérieure et, partant, assurer une croissance stable et soutenue de la production. La formation de capital fixe dépend des perspectives en ce qui concerne la demande en général, et non pas seulement des exportations qui sont soumises aux caprices des marchés mondiaux et aux variations de la compétitivité internationale.

Évolution de la composition des échanges de la Chine et de l'Inde

La croissance rapide et soutenue de la production et l'élévation du niveau de vie en Chine et en Inde se sont accompagnées d'une augmentation spectaculaire de la part de l'Asie dans les exportations mondiales et la consommation de matières premières. Étant donné la taille de ces deux pays et les particularités de leur demande, l'évolution structurelle de celle-ci ainsi que de leur offre a beaucoup plus influé sur la composition des échanges mondiaux que ne l'avaient fait les changements connus à cet égard, pendant leur décollage économique, par d'autres pays d'Asie qui se sont industrialisés plus tard. L'effet de la croissance chinoise sur les marchés internationaux de produits et les flux commerciaux mondiaux est déjà manifeste. La structure du commerce indien de marchandises pourrait connaître une transformation analogue, avec un décalage de 10 ou 20 ans, si l'industrialisation devient un moteur de développement économique aussi important que dans les autres pays d'Asie en pleine expansion.

La consommation de métaux en Chine – et, dans une moindre mesure, en Inde – a beaucoup augmenté au cours des dernières décennies, mais surtout depuis le milieu des années 90. La croissance de la consommation chinoise d'aluminium, de cuivre, de nickel et d'acier dépasse désormais celle du PIB. L'accélération récente coïncide en partie avec de très forts taux d'investissement, surtout dans l'infrastructure. Mais ce mouvement et l'augmentation parallèle des importations de minéraux et de produits miniers pourraient bien se ralentir quand la croissance de l'investissement, en particulier dans le bâtiment, les travaux publics et l'infrastructure, amorcera une décélération. En Inde, l'intensité

d'utilisation de métaux est restée relativement stable au cours des quarante dernières années, l'industrialisation étant moins rapide et la part de l'investissement infrastructurel dans le PIB étant relativement faible.

La consommation chinoise d'énergie va augmentant depuis les années 60, mais progresse moins vite que le PIB. À l'avenir, elle dépendra du jeu de deux tendances opposées: d'une part, l'industrialisation toujours rapide, l'élévation du niveau de vie et l'amélioration de l'infrastructure des transports tendront à accroître encore la consommation; d'autre part, les possibilités d'adopter des techniques économes en énergie demeurent considérables. En tout état de cause, la demande chinoise d'énergie continuera sans doute à augmenter plus vite que l'offre intérieure.

Les importations agricoles seront déterminées par plusieurs facteurs. Dans la mesure où il sera nécessaire d'importer des matières premières à usage industriel pour répondre aux besoins d'un marché intérieur en pleine expansion, la demande continuera à augmenter. Ce sera sans doute le cas pour le caoutchouc et le bois. D'autre part, les importations de coton, qui dépendent en grande partie de la production de textiles et de vêtements destinés à l'exportation, devraient marquer un ralentissement, la composition des exportations se modifiant au profit de produits d'une plus haute technicité.

En Chine, une élévation constante du niveau de vie moyen et de nouvelles victoires contre la pauvreté entraîneront aussi une augmentation de la demande de produits alimentaires et une modification de sa composition. La Chine suffit encore à la majeure partie de ses besoins pour toutes les principales denrées. Mais avec l'augmentation de la consommation, elle deviendra sans doute plus tributaire des importations, même si la réforme récente de sa politique agricole entraîne une amélioration de la productivité et de la production dans ce secteur. Vu la taille de son économie, des variations même mineures des taux d'autosuffisance peuvent avoir des répercussions considérables sur ses importations agricoles.

Depuis le milieu des années 80, la Chine a sensiblement valorisé son panier d'exportations, dans lequel prédominent désormais les articles manufacturés à forte intensité de travail et de ressources et, de plus en plus, les produits électroniques. Ses exportations ont toujours une forte

composante de produits importés, mais tout porte à croire que la part de la valeur ajoutée sur place dans le trafic de perfectionnement chinois est en hausse, notamment dans le secteur de l'électronique. L'Inde n'a pas connu la vague d'expansion des exportations manufacturières qui a caractérisé les autres pays d'Asie en plein essor. Elle est devenue un des principaux exportateurs de services informatiques, en particulier vers les États-Unis, mais il n'est pas sûr que la part de ces services dans ses recettes d'exportation puisse encore beaucoup augmenter. Au cours des prochaines années, ses ventes de services informatiques à l'étranger pourraient continuer à croître en valeur absolue, mais ses exportations d'articles manufacturiers deviendront sans doute plus dynamiques.

Le dynamisme de la Chine et d'autres pays d'Asie a des retombées positives sur de nombreux pays, développés et en développement. Certains profitent directement du gonflement de la demande d'importations des pays asiatiques en plein essor, et d'autres bénéficient par ricochet de ses effets favorables sur la croissance économique de leurs principaux partenaires commerciaux. D'autres encore ont vu la croissance de leurs exportations et de leurs revenus s'accélérer grâce à la hausse des prix des produits de base, même si leurs exportations vers les pays d'Asie en pleine expansion sont relativement faibles. Mais il faut aussi bien voir que la participation croissante de la Chine au commerce international pose de nouveaux problèmes à de nombreux pays. Le poids de la Chine sur les marchés internationaux, dû à la taille considérable de son économie, peut contribuer à faire baisser les prix d'articles manufacturés fabriqués et exportés aussi par d'autres pays en développement, notamment les vêtements, les chaussures et certains types de produits des technologies de l'information et de la communication. L'augmentation des exportations chinoises de vêtements, en particulier, s'est produite à une époque où plusieurs de ces pays avaient entrepris de suivre une stratégie de développement plus ouverte et beaucoup s'étaient lancés dans la production et l'exportation de vêtements, en partie pour profiter des quotas prévus par l'Accord multifibres.

Il ne fait aucun doute que le rythme du développement dans les pays d'Asie très peuplés, et en particulier en Chine, exige des transformations structurelles accélérées dans de nombreux autres pays – développés et en développement. Dans certains secteurs, comme l'industrie du vêtement, et d'une façon plus générale, dans les activités

employant une main-d'œuvre peu qualifiée, les pressions en faveur de l'ajustement sont plus fortes que dans d'autres branches qui sont moins exposées à la concurrence de pays aux salaires bas et à la productivité relativement élevée. Beaucoup de pays craignent que le rythme de l'évolution structurelle entraîne une hausse du chômage et une baisse de la production. Paradoxalement, parmi les pays développés, ceux dont la balance commerciale est lourdement déficitaire, comme l'Australie, l'Espagne, le Royaume-Uni, et les États-Unis, s'en tirent beaucoup mieux en ce qui concerne la croissance intérieure et l'emploi que ceux qui dégagent de gros excédents commerciaux et qui sont plus compétitifs, comme l'Allemagne et le Japon. Il serait absurde de remettre en cause l'engagement pris par tous les pays d'établir un partenariat mondial en faveur du développement, et de réagir à l'intégration de grands pays pauvres en cédant aux pressions protectionnistes: la majeure partie des recettes que les pays en développement tirent de leurs exportations vers les pays développés se traduisent par une augmentation de la demande d'importations de produits industriels avancés, et reflue donc directement ou indirectement vers les pays industrialisés.

La montée en puissance du commerce Sud-Sud

On a souvent vu dans le commerce entre pays en développement ce qui devrait remplacer le schéma classique des échanges, celui dans lequel les pays en développement exportent essentiellement vers les pays développés des produits de base qu'ils échangent contre des produits manufacturés qu'ils importent. La croissance du commerce Sud-Sud, particulièrement rapide ces vingt dernières années, a plusieurs causes. Il faut d'abord tenir compte de la reprise qui a suivi le ralentissement des échanges dans les années 80. Ensuite, l'adoption de stratégies de développement plus orientées vers l'extérieur, et la réforme des règles commerciales et des accords commerciaux régionaux qui l'ont accompagné dans un grand nombre de pays en développement ont rendu le marché de ceux-ci nettement plus accessible, notamment aux importations d'autres pays en développement. Enfin, brochant sur le tout, la production de quelques économies en développement de grandes dimensions, la chinoise surtout, s'est développée beaucoup plus vite que celles des pays développés. De plus, les progrès très soutenus de ces économies sont étroitement liés au renforcement de la spécialisation et à un partage intrarégional de la production plus poussé.

L'intensification des échanges Sud-Sud est un fait, mais l'évolution récente d'ensemble des pays en développement appelle à analyser les statistiques de plus près. Et de fait, l'opération amène à formuler plusieurs réserves qui viennent tempérer cette première impression que les échanges entre pays en développement ont augmenté massivement en une dizaine d'années et que ce sont les exportations de produits manufacturés qui expliquent pour l'essentiel cette augmentation.

Or, la présence de plus en plus marquée des pays en développement dans les flux commerciaux internationaux semble résulter surtout des performances hors normes de quelques économies asiatiques et des changements qui en résultent dans le volume et la composition de leur commerce extérieur. Une bonne part de l'augmentation statistique des échanges Sud-Sud de produits manufacturés est imputable au double comptage que comporte le partage intrarégional de la production dans l'Asie orientale pour des produits qui sont finalement destinés à l'exportation en direction des pays développés. Il intervient aussi le double comptage associé au fonctionnement de Hong Kong (Chine) et de Singapour comme ports de transbordement ou plates-formes régionales. L'importance du commerce triangulaire dans l'augmentation affichée des échanges Sud-Sud de produits manufacturés signifie que ce commerce n'a pas essentiellement réduit la dépendance des exportations de produits manufacturés des pays en développement à l'égard de la demande globale des marchés des pays développés. Tant que la demande finale des pays développés – surtout des États-Unis, qui sont le grand marché d'exportation de l'Asie orientale – reste forte pour des produits pour lesquels les accords de partage de la production en Asie orientale jouent un rôle important, le commerce triangulaire et, donc, le commerce Sud-Sud, resteront soutenu. D'un autre côté, le rebond économique de l'Amérique latine a amélioré les perspectives des échanges Sud-Sud de produits manufacturés qui n'ont aucun lien avec le commerce triangulaire.

Les statistiques commerciales attestent que les échanges Sud-Sud de produits de base ont augmenté de façon plus modérée. Pourtant, ils intéressent des pays plus nombreux que ceux des produits manufacturés, qui se sont fortement intensifiés. Ils ont permis à l'Afrique ainsi qu'à l'Amérique latine et aux Caraïbes, de regagner une partie des parts du commerce Sud-Sud total qu'elles avaient perdues dans les années 80. L'afflux Sud-Sud de produits de base dans les pays asiatiques en

développement rapide sera sans doute en fin de compte l'aspect le plus durable de ce que l'on appelle désormais «la nouvelle géographie des échanges».

La promotion du commerce Sud-Sud reste un objectif qui se recommande pour plusieurs raisons. La première est que la croissance paresseuse des pays développés et les barrières qu'ils continuent d'élever à l'entrée des produits qu'exportent les pays en développement obligent ces derniers à s'intéresser davantage à leurs propres marchés pour accroître leurs exportations et atteindre les objectifs de leur croissance économique. La deuxième est que la taille des économies asiatiques à croissance rapide réduit d'autant le besoin qu'ont les pays en développement de trouver des débouchés dans les pays développés pour bénéficier des économies d'échelle. La troisième est que le fait d'être tributaire des marchés des pays développés expose les pays en développement à subir des pressions tendant à lier l'ouverture de ces marchés à l'engagement définitif des partenaires en faveur d'une libéralisation rapide de l'activité commerciale et financière, de la protection des droits de propriété intellectuelle et d'une politique de la porte ouverte en matière d'investissement étranger direct. D'une manière générale, cette situation comporte le risque d'une réduction de la marge de manœuvre politique des pays en développement.